

Renaissance d'un quartier : mission possible

Même si une hirondelle ne fait pas le printemps, un quartier peut renaître quand toutes les institutions décident de travailler ensemble, en y mettant plus de conviction que de moyens. Exemple à la Grenette, où le cercle vertueux du développement social semble s'être installé.

PAR SÉBASTIEN POULET-GOFFARD

En ce milieu du mois d'avril, le soleil et la chaleur sont enfin de retour. Avec sa trentaine de petites maisons blanches aux toits de tuiles orange et ses jardinets privatifs, la Grenette, quartier pavillonnaire de Saint-Pierre d'Oléron revit après un long hiver. Les oiseaux chantent, les enfants jouent au ballon dans les rues, tandis que plusieurs jardiniers profitent du beau temps pour s'activer, manches retroussées, sur les parcelles d'un jardin familial. Une scène printanière tout à fait classique, pourtant inimaginable il y a encore quelques années.

D'abord parce que le jardin n'existait pas. Il est le fruit d'un important travail collectif des institutions, du bailleur et des habitants autour d'un projet commun. Ensuite parce qu'à la Grenette, certains parents hésitaient à faire sortir leurs enfants, tant le quartier avait mauvaise réputation. Construite dans les années 80, cette trentaine d'habitations à loyer modéré (HLM) a au fil des ans perdu de son attrait : "Les maisons se dégradaient et il y avait de plus en plus de tensions entre voisins. Une petite délinquance s'installait,



alors les familles les plus aisées s'en allaient", se souvient Francis Cocuau, jeune retraité et habitant historique de la cité.

UNE CAF ENCORE SUR LE TERRAIN

Une situation intolérable pour Patrick Moquay, maire de cette petite commune de 6 700 habitants.

Les habitants ont repensé l'image de leur quartier avec le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement. La télé locale en a fait un reportage, dont sont extraites ces photos.

Élu en 2008, il fait de l'action municipale sur ce quartier une des priorités de son mandat. Enseignant-chercheur en sciences sociales, il a d'emblée idée de la façon dont il souhaite travailler : "Je sais qu'on ne peut pas faire le bonheur des gens malgré eux, et que l'action municipale sur un quartier ne consiste pas uniquement à y injecter des crédits", explique l'élu. "Il fallait diriger l'action vers de vrais besoins, définis avec les habitants", poursuit-il.

Une ambition politique qui fait écho aux orientations de la caisse d'allocations familiales (Caf) de Charente-Maritime : "Sur le département, et conformément aux dispositions nationales, nos agents interviennent dans un cadre territorialisé, en misant sur l'intelligence collective des habitants. L'intervention sur le cadre de vie fait par ailleurs partie des axes prioritaires fixés par notre institution. Nos agents sont aguerris et formés aux méthodologies du développement social", explique François Legendre, responsable action sociale de la caisse.

Reconnue et repérée localement pour son expertise et son ingénierie, le maire interpelle donc la Caf sur la situation de La

Grenette. Fin 2009, un agent de développement entreprend une large consultation des habitants. "Par tous les temps, elle faisait du porte à porte et se promenait dans la cité afin de voir un maximum de familles. Elle nous posait des questions sur notre perception du quartier, et sur ce qu'on pourrait améliorer. Ça a d'emblée créé des perspectives. Une énergie communicative qui m'a donné, moi aussi, envie de me mettre en mouvement", se souvient Francis.

Début 2010, une restitution publique réunit habitants et acteurs locaux. Plusieurs enjeux émergent comme la sécurisation du quartier, la sensibilisation à l'environnement, l'accueil et la convivialité entre voisins. Au regard de l'ampleur des chantiers, les institutions s'organisent afin d'accompagner au mieux les habitants. Un contrat d'intervention est alors signé entre la mairie, la Caf, mais aussi le conseil général et la Semis, le bailleur social. "Il s'agissait pour nous de formaliser les objectifs que nous nous assignions ensemble, et les moyens que nous mettions en œuvre pour les atteindre", se souvient Patrick Moquay.

La mairie assure le portage politique du projet et mandate deux élus pour suivre personnellement la démarche. Elle alloue également des moyens en fonction des actions proposées par les habitants. Un logement puis une salle municipale sont par ailleurs mis à disposition des volontaires pour leurs rencontres. Le conseil général détache quant à lui deux professionnels (CESF et AS) en fonction des besoins. De son côté, la direction du bailleur s'implique directement et collabore à toutes les actions mises en place. Enfin, la Caf assure la coordination générale et détache un agent de développement pour le suivi des actions.

CONTACT

Mairie de Saint-Pierre d'Oléron :
05 46 47 02 83

DES FAISEURS, PAS DES DISEURS

Des institutions en ordre de bataille pour la mise en œuvre d'un déluge de projets initiés par les habitants. En 2010, ces derniers se mobilisent pour améliorer concrètement l'environnement et la vie des locataires. On numérote des boîtes aux lettres, on rédige et édite un livret d'accueil pour les nouveaux arrivants, on organise la première fête des voisins et on appose - enfin - un panneau "La Grenette" à l'entrée du lotissement. "Ici, c'est chez nous, et il n'y a aucune raison d'en avoir honte", affirme Francis, avec une pointe de fierté dans la voix.

Les années suivantes, de nombreux temps forts ponctuent la vie du quartier : le collectif mobilise le conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) pour la construction d'une maquette figurative des aménagements souhaités. Ce travail fait l'objet d'un sujet réalisé par la télé locale, MOTV, qui est diffusé au public dans le cinéma de la ville. Et puis il y a l'ouverture du jardin familial, l'aménagement des espaces intérieurs, et d'autres événements chaleureux : expositions et projections débat autour des enjeux de solidarité, mais aussi des repas de voisins et même, des apéros avec les élus dans le jardin.

En début d'année, la commune a entériné sa coopération avec tous les partenaires en signant un nouveau contrat qui prolonge les précédents. Côté habitants, on aimerait agrandir encore la mobilisation en intégrant plus de voisins. "Parce que c'est une belle aventure et qu'on a besoin de toutes les énergies. Alors on travaille à la création d'une association qui nous permettra d'accueillir d'avantage de monde", conclut Francis en guise d'appel à toutes les forces vives du quartier. ■

EN BREF

Edenred se mobilise contre l'obésité

Recevoir des bons points en choisissant de manger sain ? L'idée s'apprête à prendre forme outre-Atlantique, où l'inventeur du ticket restaurant, Edenred (ex accor services) proposera d'ici cet été aux entreprises américaines un nouveau service, baptisé "Nutri-Savings". Ce programme attribuera un "score alimentaire" aux salariés en fonction de la qualité nutritionnelle de leurs achats. En fonction de leurs nouvelles habitudes alimentaires, les meilleurs d'entre eux recevront des bons d'achat en récompense de leurs efforts.

Action sociale : moins de bureaucratie

"L'action sociale s'est bureaucratisée alors qu'il faut laisser aux acteurs la possibilité de prendre des mesures et libérer la capacité d'innovation", déclarait récemment Roland Giraud, président de l'Association nationale des directeurs d'action sociale et de santé des conseils généraux (Andass), dans la revue de l'Unccas. Et le responsable du Pôle solidarité du département du Pas-de-Calais va même plus loin : "Il faut, par exemple, permettre aux services sociaux et médico-sociaux de déroger à certaines normes prévues dans le contrat des usagers".

Le tri récompense

Dans les Hauts-de-Seine, la ville de Sèvres a décidé de récompenser les habitants qui trient leurs déchets. Depuis le 5 avril, les Sévriens inscrits sur le site www.citegreen.com peuvent en effet recevoir des bons d'achats en fonction de leurs kilos de déchets collectés dans les bacs recyclables. Une expérience rendue possible grâce à la mise en place de bacs à puces pour la collecte des poubelles. Outre la responsabilisation de chacun, la démarche entend aussi encourager la réduction du coût de traitement des ordures ménagères.

CC 51 : une croix dessus ?

Face aux perspectives négatives de ses résultats (plus de 15 millions d'euros pour 2012), la Croix rouge envisage de réviser sa convention collective. Des négociations à ce sujet devraient se conclure vers la mi-mai. Une démarche qui n'est pas sans rappeler celle de la Fehap, parvenue non sans mal à modifier la convention de 1951 il y a quelques semaines.

PETITE ENFANCE

Accueillir les enfants, mais en

Depuis 25 ans, l'association **Enfant Présent** ne cesse d'innover en faveur des parents en difficulté. Avec son dispositif de "crèche préventive" et une palette de réponses graduées adaptées aux capacités des parents, elle défie les logiques de silos entre prévention et protection, entre accueil de la petite enfance, service social et Ase. Ou comment partir d'un mode de garde des jeunes enfants pour parvenir à un véritable soutien socio-éducatif de leurs parents. Zoom sur une expérience qui a fait ses preuves.

PAR CÉLINE JUNG

L'idée de départ ? Très simple : "Proposer à des enfants de familles en difficulté (précarité économique, isolement, problème de santé ou difficultés relationnelles avec leur enfant) des accueils modulables en fonction des capacités des parents", explique Françoise Gerber, psychologue, qui a fondé **Enfant présent**, en 1987, avec Christine Auguin, assistante sociale de formation. Au final, des modes d'accueil diversifiés et différents types d'accompagnement éducatif des parents qui se complètent et se combinent si nécessaire. La démarche s'articule autour d'une crèche collective et d'un "accueil familial de prévention" - crèche familiale - qui permet l'accueil des enfants chez une assistante maternelle avec des temps collectifs (sur la crèche

elle-même, à la bibliothèque, au jardin...). Des assistantes maternelles qui ici, et c'est toute la spécificité de l'association, sont parfois des assistantes familiales, statut qui leur permet alors de proposer des horaires élargis en nuit et week-end pour répondre à des besoins spécifiques : parents travaillant en horaires décalés par exemple ou besoin de mettre un peu de distance entre parents et enfant. À la marge, il arrive qu'une mesure de placement soit nécessaire, et l'association a mis en place un "accueil familial de protection". Créé à la demande de l'Aide sociale à l'enfance (Ase) de Paris qui finance aussi des postes d'éducateurs spécialisés pour exercer des mesures d'aide éducative à domicile (AED) avec certains parents, cet "accueil familial de protection" permet de mettre en œuvre des placements dits "séquentiels" puisqu'ils s'articulent



© Enfant présent

avec un temps d'hébergement chez les parents.

CHAQUE SEMAINE, UN PROJET

Cette démarche pas comme les autres, aujourd'hui financée par la Caf avec un complément de la ville de Paris, s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire renforcée : psychologue, infirmière, éducatrice spécialisée, éducateur de jeunes enfants. Et l'idée simple du départ a fait son chemin. Si souvent "le mode de garde à lui seul permet

accompagnant les parents



de régler bien des choses et d'apaiser un foyer”, remarque Anne-Soizig Audouard, éducatrice spécialisée chargée des mesures d'AED dans l'une des trois antennes de Paris située dans le 18^{ème} arrondissement, c'est aussi parfois l'occasion de prendre conscience d'un besoin d'aide plus soutenue. D'où l'intérêt de disposer de réponses graduées qui permettent de glisser à des modes d'accompagnement plus ou moins importants, d'un accueil

le week-end à une mesure d'AED ou un placement séquentiel. Parfois aussi, il faut aller au-delà et faire une information préoccupante (IP) quand l'enfant se trouve en danger malgré les nombreux étayages proposés. Mais avant d'en arriver là, les choses sont pesées en équipe mais aussi avec les partenaires (protection maternelle et infantile (PMI), aide sociale à l'enfance (Ase), maternités, associations...) pour qui, “quand les enfants sont à Enfant Présent, tout le monde est tranquille”. Car l'association se montre réactive et fait montre d'un talent d'invention qui fait qu'à chaque situation se met en œuvre un suivi ad hoc. La présence de l'infirmière permet, par exemple, d'envisager des accueils avec un projet de soin. “On a même formé une assistante maternelle qui accueillait une enfant souffrant de drépanocytose. À quoi être attentif, que faire?”, précise Sandrine Soullier, chef de service de l'antenne du 18^{ème} arrondissement de Paris où sont ainsi accueillis 90 enfants. Chaque semaine, une réunion se tient pour définir un projet d'accueil, qui dépend autant des besoins de l'enfant en fonction de son développement, que des besoins d'accompagnement de la relation parents-enfants. Par exemple, pour Aimée, accueillie chez une assistante maternelle, il est question de passer en accueil collectif. Cette “petite fille de deux ans et demi, très éveillée, sennuie un peu main-

tenant qu'elle a grandi. Et puis cela va permettre de préparer en douceur la prochaine entrée en école maternelle”, explique l'équipe.

DES CHEMINS PARFOIS TORTUEUX

D'autres familles ont, elles, besoin d'un accompagnement éducatif plus soutenu. Quand il arrive à Enfant Présent, Florian est âgé de 9 mois. Son papa l'élève seul car la maman, souffrant de troubles psychiatriques, connaît une vie d'errance. Le père est quant à lui assez démuné et dispose de peu de relais. De plus, il doit prochainement entamer une formation avec des horaires décalés. “Le papa de Florian avait besoin de suppléance au niveau des soins à l'enfant, explique Anne-Soizig Audouard. On a mis en place des journées avec une longue amplitude d'accueil. Quand il venait chercher son enfant le soir, le repas et le bain étaient pris”. Une solution qui permet de garantir la sécurité de l'enfant tout en travaillant le lien du père à son enfant. Ce qui peut prendre du temps et des chemins tortueux. “Pour lui, le maternage ce n'était pas son rôle et de son côté l'assistante familiale avait envie de voir ce papa prendre un peu d'autonomie”. C'est là que l'éducatrice spécialisée peut faire un travail d'accompagnement. Pour elle, travailler en étant intégrée à la vie de la crèche est une plus value, ne serait-ce que par le regard croisé que cela permet. “On répond à un besoin

CONTACT

Association Enfant
Présent :
01 53 39 15 20
www.enfant-present.com



© Journal de l'Action Sociale

de proximité, d'accueil et d'intervention, en conjuguant pratiques en direction de la petite enfance et culture de l'éducation spécialisée, qui ne sont pas si souvent aussi proches", résume Christine Auguin. Ainsi, quand un enfant donne les signes d'un malaise, les éducatrices spécialisées peuvent en effet s'appuyer sur leurs collègues, par exemple les éducateurs de jeunes enfants, qui sauront davantage analyser l'évolution de l'enfant et faire des propositions concrètes sur les rythmes de l'enfant, l'alimentation, les stimulations...

LES PARENTS CONSEILLENT LES PARENTS

Des conseils aux parents peuvent être prodigués par des assistantes familiales ou maternelles, d'autres membres de l'équipe, mais aussi par d'autres parents. Depuis janvier,

Photo du bas :
Souplesse et réactivité demandent beaucoup d'organisation. Ici, Magali Goessens, éducatrice spécialisée, établit un planning des modes de garde

des groupes ont, en effet, été mis en place : ateliers parents-enfants où les activités sont l'occasion de verbaliser certaines choses autour de la relation et du développement de l'enfant, mais aussi groupes de paroles entre parents autour de thèmes comme "les limites" ou "l'acquisition de la propreté". On part des questions des parents. On cherche à créer un lieu d'échange où ils se donnent des conseils mutuels. Et qu'ils se rendent compte aussi qu'ils ne sont pas seuls à vivre des difficultés et à se poser des questions", explique Caroline Navarro, éducatrice spécialisée. "Mais pour certains parents, c'est compliqué de venir en entretien, tempère Sandrine Soullier. Il leur est difficile de parler d'eux". "Parfois ces échanges se font au détour d'un couloir, explique Domitille Maurice, éducatrice de jeunes enfants. À nous d'être souples dans ce que l'on propose". Et c'est justement cette grande souplesse et cette réactivité qui font la force d'Enfant Présent, tout autant que l'interaction permanente entre prévention et protection à l'heure où la loi du 5 mars 2007 permet aux départements, dans leur mission de protection de l'enfance, de favoriser les dispositifs innovants et préventifs. D'ailleurs, le Val-d'Oise ne s'y est pas trompé qui a sollicité Enfant Présent pour qu'il crée, en 2008, une antenne sur leur territoire : une crèche départementale cofinancée par la Caf et le département, avec un financement 100 % Ase pour le mode de garde chez les assistantes familiales. Un exemple qui pourrait donner des idées tant le besoin est grand d'adapter les dispositifs pour allier meilleure inclusion sociale des parents et bien-être des enfants sans pour autant activer des mesures de protection, parfois stigmatisantes. ■

¹ Les prénoms des enfants ont été changés.

EN BREF

Personnes âgées : expérimenter des parcours de santé

Un cahier des charges pour expérimenter de nouveaux parcours de santé pour les personnes âgées vient d'être transmis aux directeurs des ARS par le ministère des Affaires sociales et de la Santé. Ce texte, qui vise les plus de 75 ans, entend notamment "accroître la pertinence et la qualité des soins et des aides dont bénéficient les personnes âgées et améliorer ainsi, sur un plan individuel, leur qualité de vie et celle des aidants". L'évaluation des premières expérimentations devrait débiter à l'automne prochain.

Retraites complémentaires : accord acté

Les partenaires sociaux gestionnaires des régimes de retraite complémentaire Agirc et Arcco sont finalement parvenus à la conclusion d'un accord le 13 mars dernier. Ont ainsi été actées l'augmentation des pensions moins vite que l'inflation ainsi que l'augmentation des taux contractuels de cotisation.

Les Français allergiques aux impôts

Prêts à faire des sacrifices en temps de crise les Français ? Oui, à en croire un récent sondage Ipsos, mais pas à n'importe quel prix. Si 64 % d'entre eux se déclarent "personnellement prêts" à accepter davantage de flexibilité au travail, ils sont en revanche 85 % à refuser catégoriquement l'idée d'une augmentation des impôts de 10 %.

Gens du voyage : un préfet au rapport

Le Premier ministre vient de confier au préfet Hubert Derache une mission pour "assister le gouvernement dans la définition d'une stratégie interministérielle renouvelée concernant la situation des gens du voyage". Ses premières propositions sont attendues avec impatience d'ici quelques semaines car le flux d'arrivants inquiète de plus en plus.

Baisse des allocs

La baisse des allocations familiales concernerait 15 % des Français les plus aisés, selon le Premier ministre. Un scénario proche des pistes proposées par le récent rapport Fragonard qui prévoyait une baisse s'appliquant à 17 % des bénéficiaires.